



# PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Direction du pilotage interministériel

### Pôle des politiques publiques

Section environnement et Guichet Unique ICPE

### **Arrêté préfectoral n° 58-2026-02-04-00004**

**portant levée de mises en demeure  
de la société APERAM ALLOYS IMPHY située sur le territoire des communes  
d'Imphy et de Sauvigny-les-Bois**

La préfète de la Nièvre  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par les décrets n°2025-723, 2025-724 et 2025-726 du 30 juillet 2025 ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** le décret du 18 juin 2025 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-P-2147 du 23 août 2010, modifié, autorisant la société APERAM ALLOYS IMPHY à exploiter une plate-forme industrielle de production et de transformation d'aciers en alliages spéciaux sur le territoire des communes d'Imphy et de Sauvigny-les-Bois ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2017 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 23 août 2010, susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2021-12-30-00002 du 30 décembre 2021, portant mise en demeure à la société APERAM ALLOYS IMPHY de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 modifié, et de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques dans les ICPE soumises à autorisation, pour sa plate-forme industrielle de production et de transformation d'aciers en alliages spéciaux exploitée sur le territoire des communes d'Imphy et de Sauvigny-les-Bois ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2022-05-12-00001 du 12 mai 2022, portant mise en demeure à la société APERAM ALLOYS IMPHY de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010, modifié, et de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, modifié, relatif à la prévention des risques dans les ICPE soumises à autorisation, pour sa plate-forme industrielle de

production et de transformation d'aciers en alliages spéciaux située sur le territoire des communes d'IMPHY et de SAUVIGNY-LES-BOIS ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-12-27-00003 du 27 décembre 2023, portant mise en demeure à la société APERAM ALLOYS IMPHY, de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, modifié, réglementant l'exploitation de sa plate-forme industrielle de production et de transformation d'aciers en alliages spéciaux sur le territoire des communes d'IMPHY et de SAUVIGNY-LES-BOIS;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-07-04-00004 du 4 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 28 janvier 2026 établi suite à l'inspection réalisée sur site le 15 janvier 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que l'ensemble des mesures ayant fait l'objet des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 30 décembre 2021, du 12 mai 2022 et du 27 décembre 2023, susvisés, a été mis en œuvre ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, que les dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 30 décembre 2021, du 12 mai 2022 et du 27 décembre 2023, susvisés, peuvent être levées ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

Les dispositions des mises en demeure prises à l'encontre de la société APERAM ALLOYS IMPHY pour son installation de production et de transformation d'aciers en alliages spéciaux sur le territoire des communes d'Imphy et de Sauvigny-les-Bois par les arrêtés préfectoraux du 30 décembre 2021, du 12 mai 2022 et du 27 décembre 2023, susvisés, sont levées.

Les arrêtés préfectoraux du 30 décembre 2021, du 12 mai 2022 et du 27 décembre 2023 portant mise en demeure à la société APERAM ALLOYS IMPHY, de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, réglementant l'exploitation de sa plate-forme industrielle de production et de transformation d'aciers en alliages spéciaux sur le territoire des communes d'IMPHY et de SAUVIGNY-LES-BOIS et de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, modifié, relatif à la prévention des risques dans les ICPE soumises à autorisation sont abrogés.

### **Article 2 : Publicité et notification**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société APERAM ALLOYS IMPHY et aux maires d'Imphy et de Sauvigny-les-Bois.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 – 21000 Dijon) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif de Dijon peut également être saisi d'un recours déposé via l'application "Télérecours citoyens", accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **Article 4 : Exécution**

- la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- les maires d'Imphy et de Sauvigny-les-Bois,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et l'original transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le - 4 FEV. 2026

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale

  
Stéphanie PETITJEAN

